

Compte-rendu de l'Instance Territoriale Participative
30 juin 2008
Maison de l'Industrialité - Scionzier

Présents :

Collège « Etat / SPE » :

Mme Chrystèle DELBART, Attachée Emploi Formation - DDTEFP,
Mme Emmanuelle DUFOURD, Directrice adjointe - ANPE de Cluses,
Mme Odile LESAFFRE, Conseillère en formation continue – GRETA Arve Faucigny,
Mme Nicole MOLLARD, Directrice du CFPPA – ENILV,
Mme Carole TROY, Directrice du CFPPA de Contamine sur Arve,
Mme Angèle MOILLE, Mission Locale Jeunes Faucigny Mont Blanc

Collège « élus » :

M. Gilles RAVACHE, Conseiller régional, élu pilote du CTEF,

Collège « partenaires sociaux » :

M. Bernard MARICHEZ, Force Ouvrière,

Collège « acteurs socio-économiques » :

M. Jean-Marc REYDET, Chargé de mission AVC / SNDEC,

Collège « citoyen » :

M. Jean-Louis LARATTE, Président du CLD du CDRA du Faucigny,
Mme Martine Leger, CLD du Faucigny
Nicole Nicollin

Et

Mme Stéphanie MEDEIROS, Directrice adjointe de la Maison de l'emploi,
M. Yann-Gaël FOURQUIER-MINANGOY, Directeur de la Maison de l'Emploi de Bonneville,

Excusés :

Mme Marie-Cécile COUTIN, Animatrice Locale d'Insertion - Conseil général 74,
Mme Carole BUCZ, CLD du Faucigny,
M. Jacques BOUCHEX, Représentant UPA,
Christian Delieutraz, représentant UD CFTC
Claude Jiguet Gueguen, Directrice CIO de Cluses
Christian Deperi, représentant CCI

Préambule

Gilles Ravache excuse Marion Chaumontet qui est arrêtée pour plusieurs semaines et lui adresse, au nom de tous les membres de l'ITP, un bon rétablissement.

Par ailleurs Gilles Ravache informe les membres de l'ITP que Céline Quester, chargée de mission CTEF à la Région Rhône Alpes, est en congé maternité à partir du 30 juin 2008 et est remplacée par Aurélie Borg.

Ordre du jour

- Présentation du rapport d'étape et prise de décision par l'ITP concernant la répartition de l'enveloppe territoriale.
- Présentation des 2 actions sécuris'ra.
- Retour sur le questionnaire

Rapport d'étape

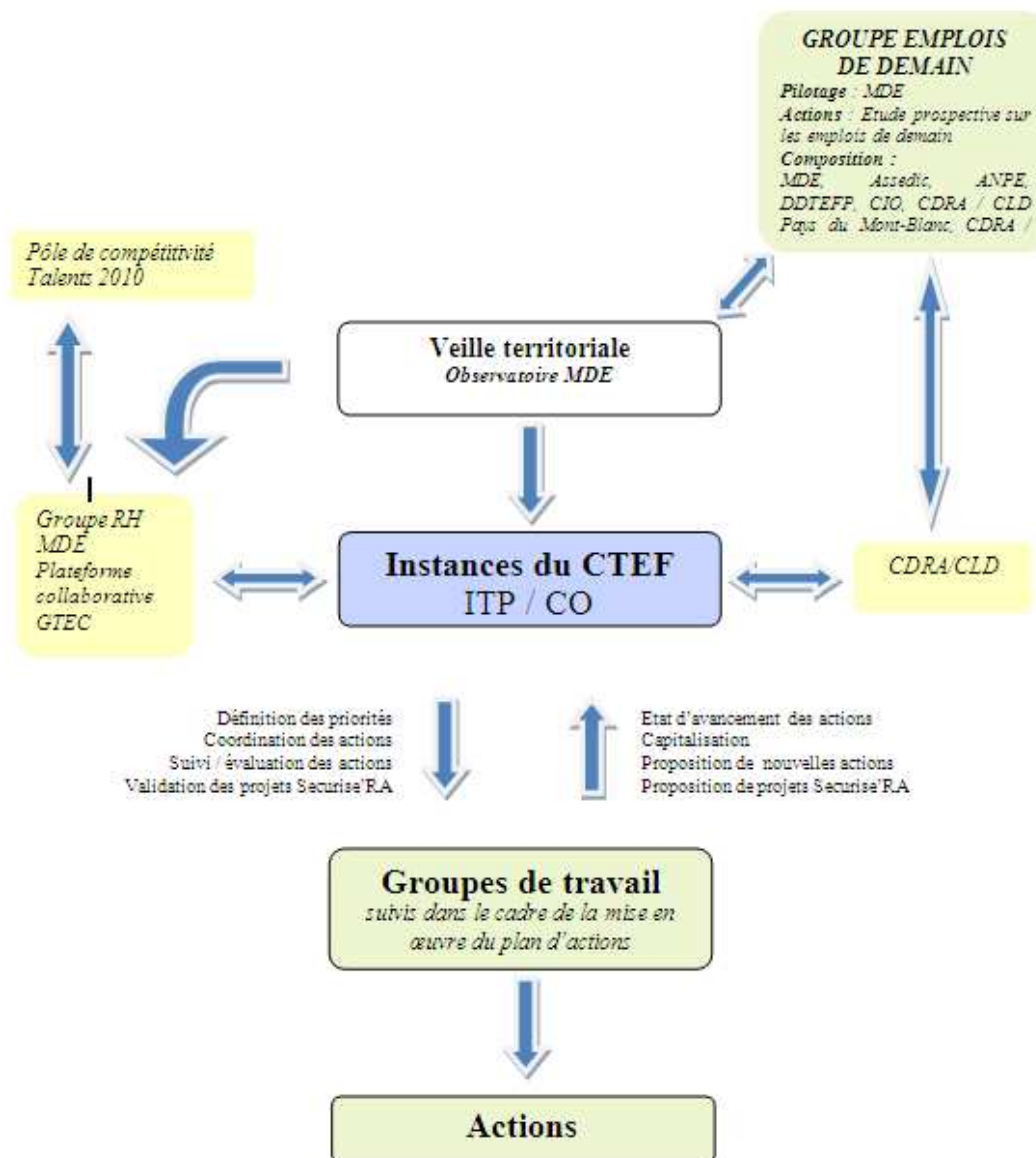
Le rapport d'étape a été envoyé à tous les membres de l'ITP. L'objectif est que chacun possède un réel document de travail avec le même niveau d'information. C'est pour cette raison qu'un effort a été fait sur la forme du document.

Mme Léger félicite le travail accompli mais invite à l'avenir à une démarche plus citoyenne en favorisant l'utilisation du papier recyclé et l'impression en recto-verso.

M. Marichez demande si ce document est consultable sur Internet. M. Fourquier-Minangoy confirme que tous les documents du CTEF sont mis à disposition sous forme informatique depuis le site internet www.maison-emploi.com.

Fonctionnement CTEF

Rappel des Instances du CTEF et de ses liens avec les autres structures et dispositifs comme les CDRA.



Groupes de travail suivis dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions

GROUPE INDUSTRIE

Emergence : difficultés de recrutement des industriels de la vallée

Pilotage : CTEF

Actions :

- Action « les industriels de la vallée recrutent autrement »
- Mise en œuvre du dispositif Securise'RA
- Projet de crèche interentreprises

Composition :

MDE, AYC / SNDEC, ANPE, plate-forme de vocation de l'ANPE, DDTEFP, ASSEDIC, Cap Emploi, MLJ

GROUPE « ENTRETIEN DE L'ESPACE »

Emergence : Difficultés de recrutement en personnel qualifié des entrepreneurs du paysage.

Une partie de l'activité est saisonnière et peut s'inscrire comme complément d'une activité professionnelle.

Pilotage : MDE

Actions :

- Conforter / renforcer l'offre de formation pour répondre aux besoins des entrepreneurs du paysage
- Réflexion sur la création d'un GE / GEIQ Paysage

Composition :

MDE, UNEP, Conseil régional, Assedic, OPCA (FAFSEA, VIVEA notamment), DDTEFP, Conseil général, collectivités locales, ANPE, MLJ, Cap Emploi, MSA, CIF CIDF, CIO, Chambre d'agriculture, CCI, CMA, CFFPA, ENILV, MFR Bovins, SEA, Chantiers d'insertion, PERIPL, AFPA

PLATEFORME INSERTION/ORIENTATION

Pilotage : OPALE (MDE)

Actions :

- Organisation de la concertation sur la mise en œuvre des Actions Orientation Formation
- Informer et maintenir un niveau d'information des outils orientation/formation/insertion
- Accompagnement des Ateliers Chantiers d'insertion

Composition :

OPALE / MDE, prescripteurs, organismes de formation, chantiers d'insertion, EI, ETTI, DDTEFP, Conseil général.

GROUPE « TOURISME SOCIAL ET ASSOCIATIF »

Emergence : Disparition des centres de vacances, viviers de la clientèle de demain, générateurs d'emplois directs et indirects (avec 62 centres de vacances sur le territoire), éléments constitutifs d'une filière touristique complète.

Pilotage : CLD Pays du Mont-Blanc

Action :

Soutenir le tourisme social (4 groupes de travail)

GROUPE HÔTELLERIE-RESTAURATION

Emergence : difficultés de recrutement en personnels qualifiés

Pilotage : MDE

Actions :

- Organiser la concertation locale pour la mise en œuvre de formations dans l'hôtellerie – restauration
- Sensibilisation à la GPEC - Mise en œuvre du dispositif Securise'RA

Composition :

MDE, DDTEFP, GEIQ Hôtellerie-Restauration, Fédération des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers, Discothèques de Haute-Savoie, ANPE, MLJ, GRETA, CLD du Pays du Mont-Blanc, employeurs.

COMITE DE PILOTAGE SERVICES A LA PERSONNE

Emergence : Difficultés de recrutement en personnel qualifié

Pilotage : MDE

Actions :

- Conforter et renforcer l'offre de formation pour répondre aux besoins des structures d'aide à la personne
- Projet de guichet unique

Composition :

MDE, structures SAP agréées du territoire, DDTEFP, ASSEDIC, AGEFOS PME, ANPE, MLJ, CAP EMPLOI.

GROUPE FORMATION

Emergence : Nouvelle procédure PRDF depuis 2006 : territorialisation – CTEF Pilote

Un point d'alerte du diagnostic : des flux de formés qui ne répondent pas toujours aux besoins de recrutement.

Pilotage : CTEF

Actions :

- Alimenter le PRDF
- Expression des besoins prioritaires en matière de formation des demandeurs d'emploi et des salariés : remontée auprès de la Région (PSP et programmation qualifiante)

Composition :

A construire

A « géométrie variable »

CIO, animateur du bassin de formation, directeur diocésain, représentant ministère de l'agriculture, Conseil régional, branches professionnelles, OPCA, syndicats salariés et patronaux, prescripteurs, organismes de formation, DDTEFP, Conseil général...

PRDF

L'objectif est de sortir de la logique annuelle en croisant les différents intervenants de la formation par la création au niveau régional de 3 groupes domaines :

- Acteurs de la profession : représentants syndicaux
- Education Nationale
- Acteurs du territoire avec le conseil général

Le travail a été engagé le 18 juin dernier autour des métiers de la métallurgie et du décolletage. Cette réunion a permis de partager ensemble les connaissances sur les besoins des métiers. Les partenaires partagent également la priorité axée sur les jeunes sortis du système scolaire.

De ces réunions de travail vont ressortir des préconisations pour une généralisation sur l'ensemble de la région Rhône Alpes. En ce qui concerne la métallurgie le territoire a la chance d'avoir un accord professionnel, des travaux déjà existants et la présence d'un pôle de compétitivité. La deuxième réunion est fixée au 15 juillet 2008.

A partir de septembre 2008 une démarche identique sera lancée autour de l'hôtellerie et de la restauration.

Gilles Ravache invite les participants à faire retour de leurs réflexions autour de la métallurgie avant la réunion du 15 juillet, afin de susciter l'échange.

Securis'ra

Deux fiches actions sont présentées par Jean Marc Reydet (Association de Valorisation des Connaissances) dans le cadre du dispositif régional de ressource humaine intitulé Securis'ra, qui permet de mettre à disposition des entreprises des cabinets consultants qui effectuent des diagnostics de manière collective ou individuelle. Concernant les deux fiches actions présentées il s'agit de démarche individuelle avec les demandes suivantes :

	THEVENET TECHNOLOGIES	SAVOIE RECTIFICATION
Domaine	Décolletage	Rectification
Thèmes abordés	Transmission des savoirs Gestion des âges Intégration de la notion d'allongement de l'âge : comment fidéliser les personnes de 45 ans dans l'entreprise.	Recrutement : comment intégrer les nouveaux salariés Elargissement sur la gestion des âges et le transfert des savoirs faire. <i>Il n'existe pas aujourd'hui d'établissement scolaire qui forme à la rectification.</i>

Le cabinet conseil souhaité est TWIN Conseil, car c'est le seul connu sur le territoire, mais Jean Marc Reydet reste ouvert à toutes autres propositions de la région.

A l'automne 2008, de nouvelles fiches actions pourront être présentées. L'objectif de l'AVC est de présenter une démarche collective sur tout le processus d'accueil et d'intégration de nouveaux salariés en travaillant sur la fonction de tutorat dans l'entreprise ; la phase aval du recrutement étant essentielle à la pérennisation des postes.

D'autres actions collectives pourraient suivre notamment sur la gestion des âges et la transmission des entreprises. AVC a déjà rencontré la région Rhône Alpes afin de finaliser tout le process et permettre aux cabinets d'études de rencontrer directement les entreprises.

Après la demande de Mme Léger, Jean Marc Reydet précise que les entreprises sensibilisées à ces démarches le sont par des mailings puis par des rencontres individuelles avec elles. Par ailleurs le réseau des partenaires de l'emploi permet de diffuser l'information sur ce genre de projet.

Jean Marc Reydet souhaite également que les entreprises du pôle qui bénéficient à l'heure actuelle d'un diagnostic Ressources Humaines effectué par le cabinet BPI, puissent enclencher sur une démarche securis'ra.

DADT 2 : enveloppe financière territorialisée

La répartition suivante de l'enveloppe se fait en concertation avec tous les prescripteurs :

Dispositifs	Montant annuelle prévisionnelle DADT	Répartition annuelle Prévisionnelle 2008 (DADT 1)	Reste à affecter	Proposition de nouvelle répartition (DADT2) 2008	Proposition Nouvelle répartition 2008
AOF	489 258,07 €	489 258,07 €		0 €	489 258,07€
Prestations bilans jeunes	60 099 €	42 042 €	18 057 €	18 057 €	60 099 €
Mini stages	1 750 €	1 225 €	525 €	525 €	1 750 €
Stages d'expérience professionnelle	17 472 €	11 648 €	5 824 €	0 €	11 648 €
Ateliers chantiers d'insertion	75 000 €	76 010 €	- 1 010 €	4 010 €	79 010 €
Initiatives locales	50 000 €	50 000€	50 000 €	2 968 + 8 000 10 968 €	10 968 €
Conventions individuelles	60 000 €	42 000 €	18 000 €	58 846 €	100 846 €
Restant à programmer					
Total	753 579,07 €	669 173,07 €	84 248 €		753 579,07

Remarque des participants :

Jean Marc Reydet souhaite savoir s'il est possible d'avoir les résultats des sorties par rapport aux métiers en tension, afin de savoir vers quels métiers s'orientent les personnes. Il s'agit bien entendu d'une photo mais cela permet d'affiner la qualité des outils. Comme le remarque Angèle Moille, certains dispositifs permettent de récolter ce genre d'information (mini stages, CIJ) par contre sur les AOF c'est plus difficile surtout qu'il ne faut pas oublier la notion de parcours.

L'ITP valide cette demande et une requête dans ce sens se fera auprès des prescripteurs.

Nicole Mollard fait remarquer que les métiers en tension sont également des notions qui peuvent varier.

Yann-Gaël Fourquier Minangoy note également qu'il faut savoir ce que l'on souhaite mesurer. Il faut retenir l'indicateur le plus emblématique, et réfléchir à une démarche plus pertinente en terme de questionnement des prescripteurs et des organismes de formation.

Concernant les initiatives locales il s'agit de deux actions :

- Alphabétisation des gens du voyage par l'ALAP
- Etude sur le sanitaire et le social pilotée par la Maison de l'Emploi en lien avec le CTEF du Genevois, afin de réfléchir sur les besoins précis en terme de formations.

Gilles Ravache précise qu'à l'avenir il souhaite que le CTEF définisse des thématiques précises sur lesquelles les initiatives locales peuvent abonder. Le CTEF communiquerait ensuite auprès des structures pour qu'elles déposent un dossier dans le cadre du thème choisit par les membres du CTEF.

Retour sur le questionnaire

Il y a eu peu de retour de questionnaires. Toutefois on peut noter :

- De grosses difficultés existent en ce qui concerne les stages des jeunes de 3^{ème} au BTS. Les entreprises n'accueillent plus de stagiaires. Il y a besoin d'avoir une interface permettant de faire le lien entre eux. Nicole Mollard explique que l'ENILV a voulu répondre aux demandes de stages. Il s'avère que concrètement l'entreprise se doit de mettre en place une logistique non négligeable en créant un parcours de stage.
Nicole Nicollin note qu'il manque des moments où les entreprises ouvrent leurs portes. C'est d'autant plus important que de plus en plus de jeunes de 1^{ère} ne voient plus l'intérêt d'avoir le bac.
Cette action doit se dérouler assez tôt dans l'année.
D'après Jean Marc Reydet il faut une personne extérieure pour aider les entreprises à accueillir les jeunes.
Il faut aller dans une logique de compagnonnage, et reprendre l'idée de tutorat.
Yann Gaël Fourquier informe les participants qu'une démarche autour d'une bourse de stage est en cours entre les 3 structures que sont AVC, la Mission Locale Jeunes et la Maison de l'Emploi.
- Le manque de réactivité de la région est mis en avant, notamment concernant la mise en œuvre des CARED qui n'est pas adaptée à la demande des entreprises. En effet ces dernières ont besoin d'une grande réactivité, alors que le CARED est soumis à des obligations administratives obligeant à une anticipation de plusieurs mois.

Il est essentiel, pour une meilleure efficacité du CTEF, que le maximum de ses membres répondent au questionnaire.

La réunion se termine à 19h30

Fait le 1^{er} juillet 2008